

**N° DP 24/688**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **PORTS METROPOLITAINS EN REGIE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SITE ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU VAR (SDIS 83)**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L5211-9-2,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention d'utilisation de sites pour 5 ports métropolitains proposé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var (SDIS),

**CONSIDERANT** que les exercices, entraînements et formations du SDIS 83 participent à l'amélioration continue des processus d'alerte et de gestion réalisée par les équipes des sites des ports de la Métropole TPM,

**CONSIDERANT** que ces sites, propriétés de la Métropole TPM, peuvent être mis à disposition du SDIS 83 au travers d'une convention temporaire,

**CONSIDERANT** le caractère non lucratif du SDIS 83, dont l'objet concourt directement à la satisfaction d'un intérêt général et plus particulièrement à la sécurité publique,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du VAR, la convention de site permettant au SDIS 83 de disposer de l'accès aux sites portuaires de Porquerolles, la Madrague de Giens, la Tour Fondue, Saint-Elme et le Bruscat afin d'effectuer des exercices, des entraînements et de la formation, pour une durée maximale d'occupation fixée au 31 décembre 2028.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que considérant l'intérêt public de l'action, cette mise à disposition est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence financière sur le budget annexe des ports Métropolitains (BA 15).

La présente Décision sera

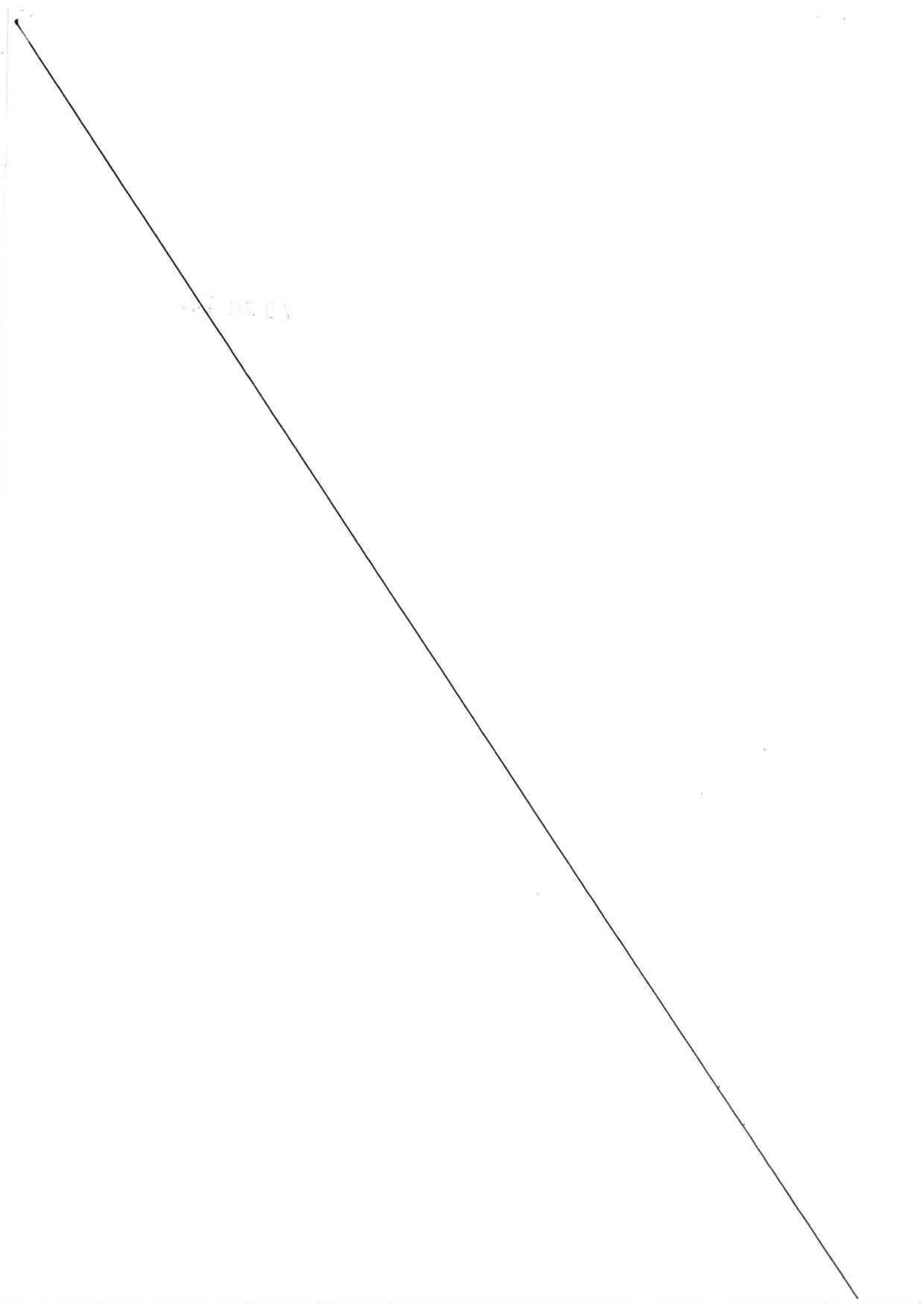
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







## CONVENTION D'UTILISATION DE SITE CONSENTIE AU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU VAR POUR L'EXECUTION D'EXERCICES SUR LE DOMAINE PORTUAIRE DE LA METROPOLE TPM

### ENTRE

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..... en date du .....

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

### D'UNE PART,

### ET

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var (SDIS 83)**, domicilié 24 allée de Vaugrenier, ZAC Les Ferrières, CS 20050 – 83490 LE MUY, représenté par son Président, Monsieur Dominique LAIN, , dûment habilité aux présentes en vertu de la délibération N° B24-19

Ci-après dénommée « **l'occupant** » ou « **le bénéficiaire** »,

### D'AUTRE PART

### Exposé préalable :

La Métropole TPM, en qualité d'Autorité Portuaire, autorise les agents du SDIS 83 à effectuer des exercices, des entraînements et des sessions de formation sur les ports lui appartenant. Il convient de formaliser ces utilisations de sites et de délivrer les autorisations nécessaires, par le biais d'une convention consentie à titre gratuit et pour une durée de 5 ans.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

Le SDIS 83 est autorisé à effectuer des exercices, des entraînements et des sessions de formation sur les terre-pleins des ports métropolitains (Porquerolles, La Madrague de Giens, la Tour Fondue, Saint Elme et le Brusc) et à stationner ses véhicules à cette fin.

Cette autorisation est délivrée pour le seul usage susmentionné. Cet usage ne saurait être modifié (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit de l'Autorité Portuaire.

La présente convention revêt un caractère précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

## ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **5 ans**, à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2024** et jusqu'au 31 décembre 2028 maximum.

A échéance, cette convention ne pourra pas faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction des ports, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l'utilisation devait être modifiée (en superficie et/ou emplacement), ce courrier devra explicitement le préciser. Faute d'adresser cette demande et les modifications souhaitées dans le délai exigé, cette dernière ne sera pas instruite et aucune autorisation ne sera délivrée.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de l'Autorité Portuaire.

## ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

### 3-1) Montant de la redevance

Considérant l'intérêt public de l'action, l'occupation du domaine public n'est pas soumise à redevance, selon la décision du Président de la Métropole TPM, DP n°.....du

Sans objet.

### 3-2) Modalités de règlement

Sans objet.

## ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

### 4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.









public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

#### 6-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans le cas suivant :

- cas fortuit ou cas de force majeure.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

### ARTICLE 8 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les parties s'efforceront de résoudre amiablement les différends qui pourraient naître de l'exécution de la présente convention. A défaut d'une issue amiable trouvée par les parties, les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon, sis 5 rue Racine 83000 TOULON.

Fait à Toulon, le  
En 2 exemplaires

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS 83

  
Dominique LAIN



Le Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Jean - Pierre GIRAN

